Honduras : Conclusions préliminaires concernant l'assassinat de la dirigeante indigène lenca Berta Caceres

mardi 22 mars 2016, par Mission internationale de solidarité (Date de rédaction antérieure : 21 mars 2016).

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La Mission internationale « Justice pour Berta Caceres" émet de préoccupantes conclusions préliminaires.

Tegucigalpa, le 21 Mars, 2016

La **Mission internationale** « Justice pour Berta Cáceres", a achevé aujourd'hui sa visite au Honduras, qui s'est déroulée dans ce pays d'Amérique centrale du 17 au 21 Mars, et a compté avec la participation de **14 parlementaires, expert(e)s et militant(e)s venus de 9 pays d'Amérique latine et d'Europe**. Il y avait parmi eux, entre autres, une représentante des Mères de la Place de Mai-ligne fondatrice, des député(e) s des parlements espagnol et mexicain et du parlement européen, un ex - juge de la Cour suprême d'El Salvador, des représentants de syndicats importants tels que l'AFL/ CIO-CSA des Etats-Unis et l'Union nationale des Travailleurs du Mexique (UNT-CSA) ainsi que des membres d'organisations d'envergure régionale telles que Jubilee South, les Amis de la Terre en Amérique latine et dans les Caraïbes (ATALC), et de réseaux mondiaux tels que la Campagne mondiale pour démanteler le pouvoir des sociétés transnationales et mettre fin à leur impunité.

La mission a été mise sur pied afin de rencontrer les autorités et les instances gouvernementales, judiciaires et parlementaires ainsi que des représentant(e)s des mouvements sociaux du Honduras, des Nations Unies, de l'ambassade des Etats-Unis et de la représentation diplomatique de l'Union européenne dans ce pays. Tout cela dans le but de contribuer à faire *la lumière sur l'assassinat de la dirigeante indigène lenca Berta Caceres survenu au début du mois de mars de cette année et de soutenir l'urgence de* ***la libération immédiate d'un membre du MAPDER, coordonnateur de Autres mondes AC / Amis de la terre - Mexique, Gustavo Castro Soto****, et de garantir son intégrité personnelle et son retour au Mexique.*

L'agression fatale qui a coûté la vie de la lauréate du Prix Goldman 2015 et a frappé le militant mexicain de renom a été considérée par la Mission non pas comme un événement isolé, mais comme faisant partie d'une répression continue et systématique des défenseurs des droits humains et de l'environnement au Honduras. Dans ce pays, un grand nombre de mégaprojets d'infrastructure sont planifiés et mis en œuvre de façon violente dans les territoires des communautés autochtones et paysannes, tel que le projet « Agua Zarca », contre lequel se battait Berta Caceres et l'organisation dont elle était la coordinatrice, le Conseil des organisations populaires et indigènes (COPINH). En règle générale, ces mégaprojets sont mis en œuvre sans que ne soit respecté le droit à la consultation préalable et informée des communautés. Dans le domaine des ressources hydriques en particulier, à la suite du coup d'Etat de 2009, une loi générale de l'eau et des mines a été adoptée, qui a permis que soit attribué sans les analyses environnementales pertinentes, ni le respect du droit à la consultation préalable et informée, un grand nombre de concessions et de projets miniers. Ces

mégaprojets sont encouragés et promus par des Accords d'association et de protection des investissements comme celui signé avec l'Union européenne. Ces traités garantissent les intérêts des sociétés multinationales, mais ne comprennent pas de règle contraignante pour sanctionner le respect des droits de l'homme. **Dans ce contexte, les organisations des communautés affectées comme le COPINH sont dans la ligne de mire de la répression**. Le député espagnol et membre de la mission, Pedro Arrojo a déclaré à ce sujet : « nous avons recueilli les témoignages d'un grand nombre de menaces reçues tant par Berta Caceres que par les membres de sa famille et les membres du COPINH depuis 2013 jusqu'à aujourd'hui.« Les résultats préliminaires de la mission ont été présentés aujourd'hui dans le cadre d'une conférence de presse, qui a eu une large couverture médiatique et a été diffusée en direct à l'échelle internationale. Dans ses premières conclusions, la Mission a souligné la gravité de l'absence de garanties au Honduras en ce qui concerne les principes démocratiques, les libertés fondamentales et les droits humains. À cet égard, elle a rappelé que les juges font souvent l'objet d'intimidations, ce qui entraîne une absence notable d'indépendance du système judiciaire par rapport au gouvernement. La Mission a également constaté la violation flagrante du droit international dans la mise en œuvre des mégaprojets et celui de »Agua Zarca", en particulier du fait des actions et omissions de la société DESA et du Gouvernement du Honduras lui-même. Elle a lié cela avec les relations étroites existant entre le gouvernement et différentes puissances économiques telles que les grandes entreprises et les institutions financières internationales impliquées dans ces projets. La Mission a affirmé n'avoir rencontré aucune volonté politique du gouvernement du Honduras de lutter contre l'impunité dans les cas de violations des droits de l'homme, le système de protection lui-même ne fonctionnant pas. Cette faillite explique en partie que Berta Caceres, qui jouissait de mesures de précaution émises par la Commission interaméricaine des droits de l'homme ait été tué. Dans le même temps, la Mission a observé qu'**il n'y avait pas de raisons juridiques pour continuer à restreindre la liberté de Gustavo Castro Soto**, et interdire son retour au Mexique. Pire encore, selon ses membres, en tant que témoin direct de l'assassinat de Berta Caceres Flores, sa vie est en danger s'il reste au Honduras.

La Mission a énoncé des recommandations préliminaires pour l'État du Honduras de façon générale et plus particulièrement en ce qui concerne les cas de Berta Caceres et Gustavo Castro. Elle a également émis des recommandations préliminaires pour les gouvernements des États-Unis et l'Union européenne. À cet égard, la Mission internationale a déclaré que **le Conseil européen devrait suspendre l'accord d'association avec le Honduras** tant que n'est pas observée l'obligation « de parvenir au plein respect de tous les droits humains et des libertés fondamentales ». La Mission a également demandé au gouvernement des Etats-Unis de clarifier les termes et conditions de sa participation à l'enquête sur l'assassinat de Berta Caceres. En outre, étant donné les irrégularités rencontrées dans l'enquête sur l'assassinat de Berta Caceres et d'autres membres COPINH, la Mission a noté qu'une enquête devrait être faite sur le financement fourni par l'Etat espagnol et l'Union européenne au programme Eurojustice.

Au cours de la conférence de presse, il a été souligné que le Gouvernement du Honduras s'était illustré par un manque de transparence et de clarté sur le cas de Berta Caceres. La Mission internationale, reprenant à son compte la demande du COPINH, et devant la grande méfiance sociale que génère l'impunité pour les nombreux meurtres commis jusqu'à ce jour, a exprimé son soutien à la demande d'une enquête indépendante, avec la participation d'organisations internationales de droits de l'homme et de la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

Au cours de la conférence de presse, Gustavo Lozano, universitaire et avocat de la coalition des mouvements sociaux pour l'eau et la terre (MAPDER et REMA), a rappelé que « Gustavo Castro est une figure aussi importante que Berta Caceres. La Mission internationale dénonce sa rétention illégale au Honduras ». À son tour, Tom Kucharz, membre de la Campagne mondiale pour

démanteler les multinationales et mettre fin à l'impunité a annoncé qu' « un rapport final sera bientôt préparé et qu'un travail intense sera fait avec les institutions parlementaires au niveau régional et international sur ce cas . La mission internationale prend l'engagement éthique et moral de ne négliger aucun effort pour parvenir à la justice pour Berta Caceres ».

Contact avec la Mission :
misioninternacionaljbc gmail.com

Amérique Latine :

Número local : + 50489748879
J. Elosegui (Radio Mundo Real / Amis de la Terre International) : + 598-98846967
A. Sandoval (Jubileo Sur Américas) : + 50587136579
Europa :
P.Pof (Podemos) : + 34-618 154 002
M. Vargas (Campagne internationale pour démanteler le pouvoir des multinationales et mettre fin à l'impunité) : + 34-662026497
À. Guillamón (Entrepueblos/Entrepobles/Entrepobos/Herriarte) : + 34-932683366 / + 34 – 691501789

La délégation comprend les personnalités suivantes :

Miguel Urbán Crespo - Europe, Eurodéputé PODEMOS – Groupe Gauche Unitaire Europe, Gauche Verte nordique GUE/NGL
Nora Cortiñas - Argentine, Mère de la Place de Mai, ligne fondatrice
Pedro Arrojo – Espagne, Député de PODEMOS au Congrès des diputés d'Espagne.
José Olvera - Mexique, UNT-CSA Mexique, Union Nationale des Travailleurs/ Confédération syndicale des travailleurs et travailleuses des Amériques.
Beverly Keene - Argentine, Coordinatrice de Diálogo 2000-Jubilée Sud Argentine, Membre de la campagne internationale pour démanteler le pouvoir des multinationales et mettre fin à l'impunité.
Mirna Perla Jiménez - El Salvador, Ex-magistrate de la Cour suprême de justice du Salvador.
Brian Finnegan – Etats-Unis, AFL/CIO – CSA. Fédération des Etats-Unis du travail et Congrès des organisations de l'industrie.
Zulma Larin - El Salvador, Coordinatrice du Réseau des écologistes communautaires et de l'Alliance pour la gouvernabilité et la justice.
Natalia Atz Sunuc - Guatemala, Amis de la terre Amérique latine et Caraïbe(ATALC), Membre de la Campagne internationale pour démanteler le pouvoir des multinationales et mettre fin à l'impunité.
Gustavo Lozano - Mexique, Universitaire et Avocat de la Coalition des mouvements sociaux pour l'eau et pour la terre (MAPDER y REMA), coordonné avec le mouvement d'Amérique centrale
Tom Kucharz - Espagne, Assesseur politique de la délégation de PODEMOS au Parlement européen, partie prenante de la Campagne internationale pour démanteler le pouvoir des multinationales et mettre fin à l'impunité.
Miguel Ángel de los Santos - Mexique, Avocat du Réseau des Juges ibéroaméricains.